

BASSIN ROMANAIS ALORS QUE LE SECTEUR INDUSTRIEL PEINE À RECRUTER

Y a du boulot, mais...



Le bassin industriel romanais connaît un regain d'activité, mais les agences d'intérim et les entreprises peinent à trouver les bons profils malgré un fort taux de chômage. Face à ce blocage, les organismes, les professionnels de l'emploi et même les collectivités développent des initiatives et des formations. Notre enquête. Le DL/Fabrice ANTERION

P. 8 et 9

Regain d'activité et postes non

« C'est la crise ». La phrase a fait son temps. Enfin ! La remplacer par « c'est reparti » ne relève pas de l'utopie du côté des entrepreneurs. D'après de nombreux acteurs romans, l'activité économique connaît une véritable renaissance. Mais il y a un hic. Au cours de nos reportages, il n'est pas rare d'entendre la phrase suivante : « Je veux embaucher mais je ne trouve personne ». Pourtant, les demandeurs d'emploi ne manquent pas sur le bassin romans. Nous avons tenté de comprendre les raisons de ce blocage auprès des responsables de l'Intérim.

Du boulot, il y en a. Surtout pour les agences intérim de Romans. Véritable baromètre de l'emploi, ces contrats touchent l'ensemble des secteurs dont l'activité est en croissance depuis plus d'un an. C'est le constat de plusieurs directeurs d'agence dont Emmanuelle Pedrero (Synergie) : « Dans l'industrie et le BTP, je n'ai jamais vu ça ». Et cela fait 11 ans que la directrice travaille à Romans.

Agroalimentaire, maroquinerie et chaussure de luxe, métallurgie, les demandes des entreprises affluent en direction des agences, chargées de trouver les bons profils.

Seulement, « on est en croissance, mais pas autant que le secteur ». Traduisez : trop peu de personnes sont disponibles ou qualifiées pour ces emplois. Souvent, le savoir-faire manque (lire par ailleurs la problématique de la formation). De plus, il n'est pas aisé de trouver les bons profils.

Une image à redorer

Plusieurs freins à l'embauche peuvent être mis en évidence. L'attractivité de l'emploi en fait partie. En déficit d'image, l'intérim peine à être valorisé. Et les mots « travail à la chaîne » peuvent définitivement couper l'envie de passer la porte d'une agence (ce qui constitue déjà un effort en soi). « Mais il n'y a pas que de la chaîne, prévient Emmanuelle Pedrero, on parle aussi d'électriciens en bâtiment, de postes de maintenance... C'est très varié. »

Intervient ensuite la problématique du salaire. « Pourtant l'intérim est plutôt bien

payé », assure Laurence Tabarin (directrice de l'agence Adéquat). « Pour un mois entier travaillé à temps plein, il faut ajouter au Smic la prime de précarité, l'indemnité de fin de contrat et les congés payés. On arrive à près de 1800€ brut, soit 1380€ net. Ce n'est pas négligeable ». Si peu négligeable, qu'un contrat en CDI pourrait s'avérer désavantageux. Ce qui amène Laurence Tabarin à une autre problématique : « Le travail n'est pas valorisé ».

Inquiétudes face à la « valeur du travail »

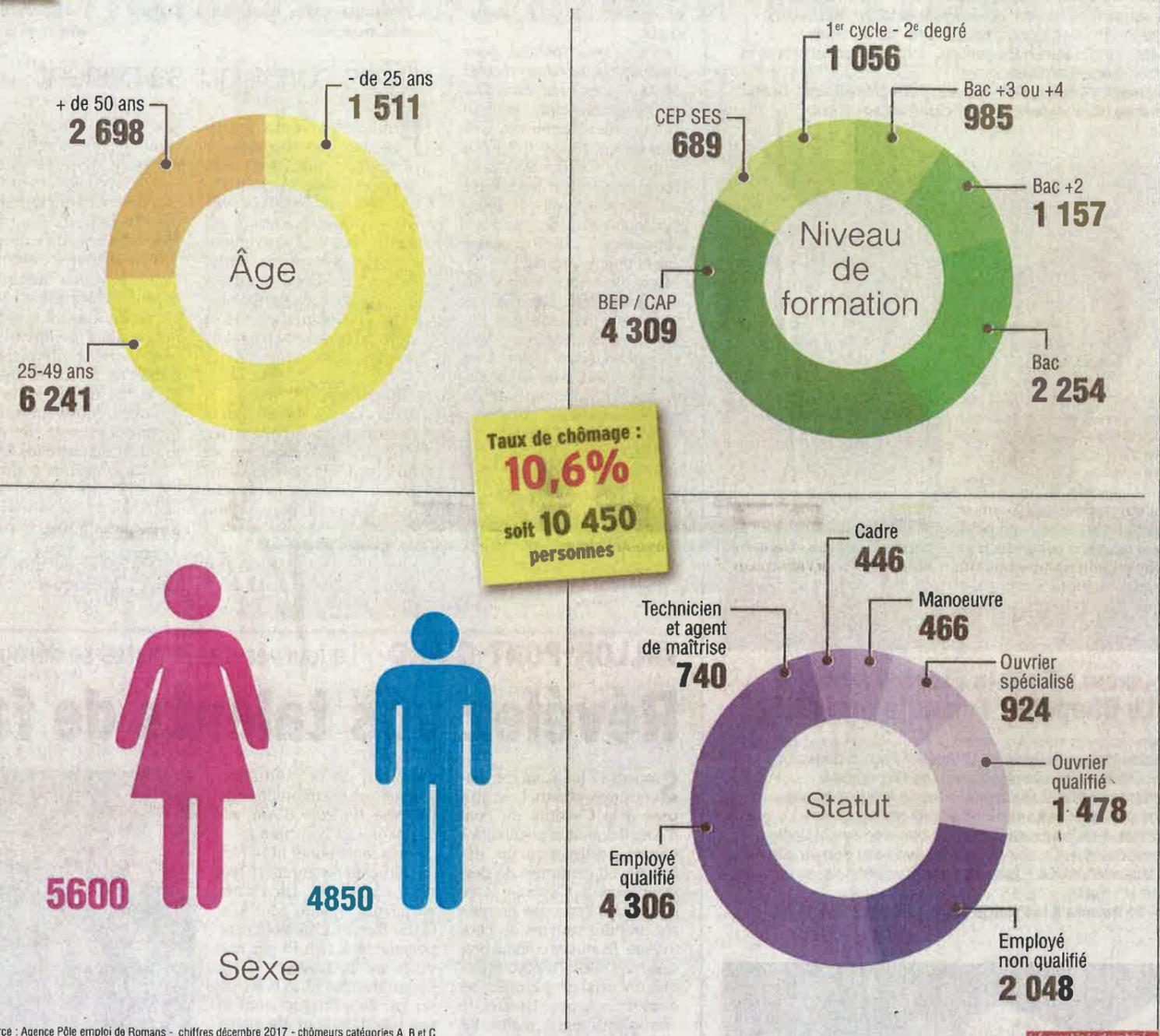
La responsabilité des entreprises peut être questionnée. De même que l'évolution du rapport à l'emploi dans la société. Cette « valeur du travail » inquiète aussi Tony Giol (Adecco Romans). « Les gens ne cherchent pas forcément un CDI. » En revanche, le directeur précise : « Si quelqu'un me dit "je suis là pendant six mois pour travailler, ensuite je m'en vais", ça me va. C'est une démarche qui nous convient ».

La directrice d'Adéquat observe de son côté une évolution des mentalités. « J'ai l'impression que les gens vivent plus au jour le jour. Il y a 20 ans, quelles que soient les conditions, ils acceptaient un poste. Aujourd'hui, les demandeurs d'emploi sont plus exigeants ».

Travailler en 3x8, changer de rythme de vie, payer une nounou, avoir des frais de déplacement... Mais être actif ! Au final : une histoire d'additions et de soustractions.

Jérémy PERRAUD

LES CHIFFRES DU CHÔMAGE SUR LE BASSIN ROMANAIS



Source : Agence Pôle emploi de Romans - chiffres décembre 2017 - chômeurs catégories A, B et C

Les chiffres de l'agence Pôle emploi de Romans concernent les communes suivantes : Arthémonay, Barbières, Bathemay, La Baume-d'Hostun, Beauregard-Baret, Bourg-de-Péage, Bren, Le Chalou, Charmes-sur-l'Herbasse, Châtillon-Saint-Jean, Chatuzange-le-Goubet, Chavannes, Clérieux, Crépol, Eymeux, Génissieux, Geysans, Hostun, Marches, Margès, Marsaz, Miribel, Montchenu, Montmiral, Montrigaud, Mours-Saint-Eusèbe, Parnans, Peyrins, Ratières, Rochefort-Samson, Romans-sur-Isère, Saint-Bardoux, Saint-Bonnet-de-Valclérieux, Saint-Christophe-et-le-Laris, Saint-Donat-sur-l'Herbasse, Saint-Laurent-d'Onay, Saint-Michel-sur-Savasse, Saint-Paul-lès-Romans, Triors, Granges-les-Beaumont, Jaillans, Saint-Lattier.

L'INFO EN +

QUELQUES CHIFFRES PARLANTS

Adecco : 207 intérimaires étaient suivis fin 2017, soit une augmentation de 20 % par rapport à 2016.

Randstad : Au premier semestre 2017, le bassin de Romans enregistrait une hausse de 42 % des contrats intérimaires comparée à 2016. La hausse se confirme en octobre 2017, avec +58 % pour le BTP et +27 % dans l'industrie.

Concernant les CDI et CDD, l'agence en a enregistré 95 en 2017 contre 45 l'année précédente.

Le digital pour cibler les bons profils

Les agences questionnées couvrent l'ensemble des secteurs d'activité. Si chacun des responsables privilégie la rencontre avec le demandeur d'emploi, tous sont contraints de s'adapter aux nouveaux modes de communication. Randstad, par exemple, développe une base de données pour professionnels et particuliers, permettant la mise en ligne et le croisement d'informations. Ceci afin de mieux faire concorder les besoins de chacun. Le directeur d'agence Matthieu Gonin évoque aussi la mise en place d'une application pour que le demandeur d'emploi mette à jour ses disponibilités dans un compte personnel. « L'entreprise demande aux personnes de son réseau de venir travailler tel et tel jour. L'intérimaire accepte, ou pas, directement depuis son smartphone ou sa tablette. Cela permet une plus grande réactivité ». Évidemment, les réseaux sociaux deviennent incontournables. Emmanuelle Pedrero (Synergie) est vigilante : « Il existe des huis clos virtuels sur Facebook avec des groupes tels que "Les bons plans à Romans-sur-Isère" (7 700 membres) ou "SOS Boulot Drôme Ardèche" (22 000 membres). Ce phénomène de bouche-à-oreille peut nous amener du monde ».

« À Romans, 75 à 80 % des postes correspondent à l'industrie »

Philippe Giraud, président Auvergne Rhône-Alpes de Prism'emploi, le syndicat professionnel de l'intérim qui analyse les données de ces adhérents (90 % des agences), dresse une analyse du bassin de Romans.

→ Quelle analyse faites-vous de la hausse du nombre de contrats intérim ?

« Depuis juillet 2017, on a enfin retrouvé des chiffres équivalents à 2008, avant la crise financière ! Entre octobre 2016 et octobre 2017, le nombre de contrats intérimaires a augmenté de 9 % au niveau national, 10 % en Auvergne Rhône Alpes et 18 % dans la Drôme, qui est un acteur fort. »

→ Justement, qu'en est-il pour la Drôme ?

« Dans la Drôme, 8 000 personnes étaient en intérim (équivalent temps plein) en juillet dernier. Dont 1 200 sur le secteur de Romans, 4 000 sur celui de Valence et 2 600 à Montélimar. A titre de comparaison, en Isère cette donnée est deux fois supérieure car le tissu économique et industriel est plus important. Sur la région, cela représente près de 100 000 personnes. »

→ Un secteur d'activité se démarque en particulier ?

« Le BTP est intéressant car il va mieux. Il occupe 1 000 personnes sur le département, soit une hausse de 9 % fin 2017 par rapport à fin 2016. La problématique est de trouver la bonne adéquation entre la formation et les besoins du marché. Ce qui nous emmène à un autre problème : des métiers n'intéressent plus

personne. »

→ À quoi attribuez-vous ce manque d'attrait ?

« Des industries ne sont pas valorisées. Or à Romans, 75 à 80 % des postes correspondent aux métiers de l'industrie. Ce qui est rare. La moyenne étant proche de 50 %. Qu'il s'agisse de l'agroalimentaire, du cuir, de l'automobile... Ces métiers n'attirent plus. Ils sont vus comme étant difficiles, manuels... Il y a un travail de communication à faire ! De la même manière que sur l'image de l'intérim. »

→ Quels atouts présente l'intérim ?

« Cela permet d'accéder à un job définitif. Pour les agences, il est déjà difficile de trouver un collaborateur. Ce n'est donc pas pour proposer uniquement un contrat de deux jours. Il faut trouver une succession de

missions pour permettre de travailler toute l'année. Et depuis 2006, les agences intérim ont la possibilité de répondre à une demande de CDD et CDI. Les entreprises reconnaissent cette capacité et cela facilite l'accès à l'emploi. Il existe également le CDI intérimaire : l'agence embauche la personne, la paye et gère sa carrière. Elle est amenée à effectuer plusieurs missions en étant à temps plein. »

→ Le monde de l'emploi semble à un tournant. Quelle place occuperont les agences intérim ?

« Elles sont capables de jouer un bel intermédiaire. Il faut maintenant anticiper les recrudescences d'activité pour former les gens. La Drôme occupe une situation stratégique entre le nord et le sud. Amazon ne s'est pas installé à Montéli-



Philippe Giraud, président régional de Prism'emploi. DR

mar par hasard. La logistique continue de se développer, l'agroalimentaire également. Dans le département, 21 % des demandes concernent les ouvriers non-qualifiés. L'industrie de base pousse... »

Propos recueillis par
Jérémy PERRAUD

08 26D

P1 TS CS PC adV2

LDL26DGE108

SUR L'EMPLOI

pourvus : les raisons du blocage

AFPA | L'organisme doit se plier à une nouvelle politique : former uniquement aux besoins de l'entreprise

La formation à un tournant

L'accès à la formation semble est aujourd'hui un enjeu majeur du retour à l'emploi. Plusieurs structures en dispensent, dont l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp), présente localement à Romans, Valence et Le Teil.

Un organisme qui fait face depuis plusieurs mois à une grande transformation. Christophe Schuller, directeur de l'Afp Drôme-Ardèche, en dit plus : « Le financement des formations est une compétence de la Région pour les demandeurs d'emploi, même si le cofinancement est de plus en plus exigé (lire par ailleurs). Or Auvergne Rhône-Alpes a revu sa stratégie. Les financements ont été stoppés depuis un an en attendant la mise en place de la nouvelle politique. Il y a donc eu une rupture pour un certain nombre de demandeurs d'emploi. La reprise économique est là, et on forme moins de gens ! L'exemple du BTP est criant : ce secteur repart, et cela fait deux ans qu'on ne forme plus. »

Un poste à la clé, mais pas de polyvalence

L'exécutif présidé par Laurent Wauquiez se positionne en effet sur un retour à l'emploi direct (lire par ailleurs



Christophe Schuller, directeur de l'Afp Drôme-Ardèche et Pierre-Marie Dieval, responsable d'affaires sud Rhône-Alpes pour l'Afp. LeDUP

l'exemple du métier de piqueuses), c'est-à-dire sur un besoin très précis de l'entreprise. Pour Christophe Schuller, « ce n'est pas suffisant, on ne forme que pour un poste en particulier. Les personnes concernées ne seront pas polyvalentes. Or nous avons aussi besoin de gens employables directement et plus généralistes. Le système voulu par la Région peut fonctionner, mais l'ancien

doit perdurer. »

Pour l'Afp, ce changement d'organisation présente également le risque de former, puis de s'arrêter, puis de former à nouveau... « Nous avons besoin de visibilité pour investir dans le savoir-faire des formateurs, des machines », et tout simplement assurer la viabilité économique de l'organisme.

Le nouveau système reste opaque, même si certains

marchés sont en phase de reprise. Pour l'Afp Drôme Ardèche, il s'agit des secteurs de « l'informatique, la fibre optique, l'hôtellerie-restauration, et la création d'entreprise, avec des formations lancées à la fin du premier semestre 2018 », dit son directeur. Christophe Schuller espère également, un retour des formations « pour l'industrie et le BTP, à la fin de l'année ».

Jérémy PERRAUD

L'INFO EN +

EN CHIFFRES

L'Afp Drôme Ardèche dispose de trois sites à Romans, Valence et Le Teil. En 2016, 1 334 personnes ont suivies une formation au sein de l'organisme (86 % étaient des demandeurs d'emploi, et 14 % salariés). Parmi eux 13 % ont choisi la branche du BTP, 44 % ont préféré le tertiaire, quand 35 % ont privilégié l'industrie. En 2017, avec des ratios identiques, 1 285 personnes ont été formées. Depuis 2014, le taux de retour à l'emploi s'élève entre 65 et 71 % (en CDI ou un CDD de plus de 6 mois).

LE TIMING DES PME

« L'entreprise et l'Afp montent un dossier en définissant les profils recherchés et en étant capables de faire une promesse d'embauche », expliquent les responsables de l'Afp. Près d'une année est nécessaire pour qu'une personne puisse travailler. « Un système qui confère une difficulté pour les petites PME, « qui ne peuvent pas faire de promesse d'embauche plusieurs mois à l'avance »

ET AUSSI...

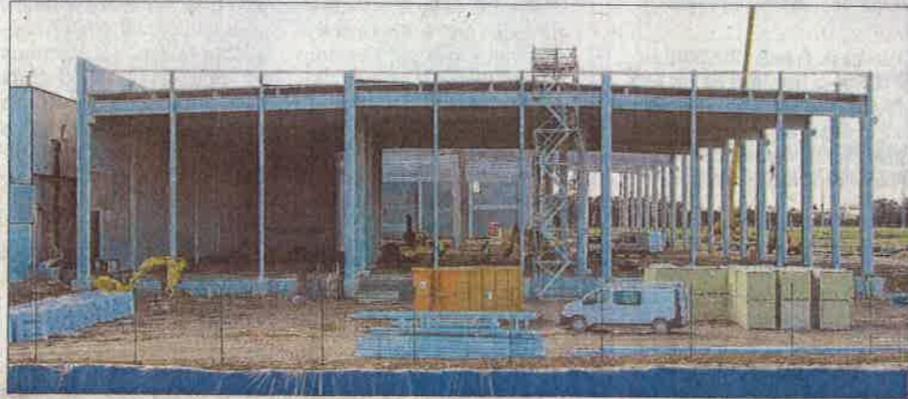


LES ENTREPRISES SE REGROUPENT - Le secteur de la maroquinerie de luxe se développe, mais comme plusieurs autres, peine à trouver de la main-d'œuvre. Fin 2017, unissant leurs forces, les sociétés Louis Vuitton, L'atelier des quatre collines, Bartel et la Manufacture de la maroquinerie du Dauphiné se sont appuyés sur la Maison de l'emploi, de l'entreprise et la formation et Pôle emploi pour mettre en place plusieurs réunions publiques visant à recruter 200 personnes dans les quatre entreprises du Nord Drôme. Les candidats retenus auront droit à une formation soit en interne, soit au sein d'organismes spécifiques. La dernière de ces réunions se tiendra mardi 13 mars, à Bren (9h à la salle des fêtes).



FORMATION COMMUNE DANS LA CHAUSSURE - L'union fait la force. Le proverbe vaut également pour cinq entreprises de la chaussure en Drôme et Isère. En mal de piqueuses, elles se sont alliées à l'Afp de Romans, la Région et plusieurs financeurs pour mettre en place une formation spécifique. Lancée en janvier 2017, celle-ci a permis d'aboutir au recrutement de dix personnes un an plus tard (pour au minimum un CDD de 6 mois) et de prouver l'efficacité de ce mode de recrutement.

A Délifrance, « nous formons en interne »



Des travaux sont actuellement en cours en vue de l'installation d'une nouvelle ligne de production.

Photo d'archive Janvier 2018 LeDL/J.P.

Le fabricant de viennoiserie tourne à plein régime. Une nouvelle ligne de production démarrera en fin d'année. Dans cette optique, Délifrance opère une campagne de recrutement depuis plusieurs mois : 70 personnes seront embauchées, et près de 100 à horizon 2020-2022.

Francis Gonçalves, responsable des ressources humaines de la société à Romans, en dit sur la manière dont s'opèrent ces recrutements : « Nous ne parvenons pas à trouver des gens directement opérationnels. Il faut donc en sélectionner, puis les former en interne. On travaille avec les agences intérim et Pôle emploi pour repérer les bons pro-

files. » Des profils qui concernent la maintenance, dont les filières de formation déplorent un déficit d'attractivité. « Or on a besoins de gens qui connaissent l'électricité, la mécanique. » Mais aussi la production : « Des conducteurs de machine et de ligne. Ils doivent savoir démarrer, régler, contrôler, suivre un planning de fabrication ». En revanche, les besoins fondamentaux manquent parfois : « Savoir lire, écrire, compter, c'est le minimum ! ». Une équipe suit la progression et l'intégration des recrues durant leur formation (lire par ailleurs).

Reste l'enjeu de l'image. « Dans l'inconscient collectif, l'industrie c'est Charlie Cha-

plin, "Les temps modernes"... Ce n'est plus le cas. Il reste des postes manuels, mais pour lesquels nous n'avons pas de problème de recrutement. On travaille notre communication pour changer cela. »

Plusieurs barrières persistent malgré tout. Rester debout, parfois dans le froid, avec charlotte, blouse et chaussures de sécurité. Le fait d'être amené à travailler tous les jours de la semaine et 3 week-ends sur 5 également. Mais avec à la clé, de fortes chances de décrocher un emploi pérenne.

J.P.

Contact pour une candidature : romansrh@delifrance.com

Trois dispositifs de formation

POE (préparation opérationnelle à l'emploi) : « Il s'agit d'une formation théorique et pratique pour qui aboutit au CDI. Pôle emploi porte le projet, ainsi qu'un organisme de formation. La pratique est assurée sur le site. Avec la théorie, on compte 400 heures de formations sur près de trois mois. Si tout se passe bien, la personne est embauchée. On a mis en place ce dispositif 4 fois, avec un taux de réussite proche des 80 %, soit 12 personnes embauchées. À noter que la plupart n'avaient aucune expérience de l'industrie. »

CPI (contrat de professionnalisation intérimaire) : « Ce dispositif a été inauguré fin 2017. L'objectif est de développer les compétences des demandeurs d'emploi. Un groupe de 8 à 12 personnes est sélectionné par les agences intérim. Souvent, ils ont déjà une expérience du milieu industriel. À la différence du POE, ces personnes sont en intérim dès le premier jour, et payés en tant que tel. La formation dure entre 300



Francis Gonçalves, responsable RH Délifrance Romans. LeDL/J.P.

et 350 heures (soit 8 à 9 semaines), puis ils restent en entreprise pour un contrat entre 6 et 10 mois. Il n'y a pas de promesse d'embauche, mais tout le monde a intérêt à ce qu'il y ait un CDI au bout... Deux promos sont prévues cette année. »

Groupe d'employeurs : « Lorsque les entreprises ne parviennent pas à trouver du personnel, elles se réunissent pour résoudre ce problème, former et placer les personnes chez l'employeur. C'est la mission du groupement d'employeurs Adrial (basé à Valence). »

J.P.



JOB'UP - Lancée depuis trois ans par la Ville de Romans, l'opération Job'up permet de réunir le temps d'une soirée, entreprises et demandeurs d'emploi. En octobre dernier, entre 400 et 600 personnes se sont rendues à la salle des Cordeliers pour nouer des contacts, décrocher un entretien et, dans le meilleur des cas, apposer une signature au bas d'un contrat. Une soirée au cours de laquelle les agences intérim sont également représentées.



ET DANS LE NORD DRÔME... - La communauté de commune Porte de DrômArdeche a lancé en 2016 la plateforme "Objectif emploi", destinée à favoriser les rencontres entre les entrepreneurs et les demandeurs d'emploi. En un an, ce dispositif a permis à 411 personnes de retrouver un travail dans 92 entreprises. Incitant les élus communautaires, présidés par Pierre Juvet, à reconduire cette organisation jusqu'à l'été 2018.